



**Universités & Ecoles à
consulter pour la rentrée
2016-2017. P.16**



**Liste des membres
du bureau national
de l'AMBF. P.2.**

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°124 du lundi 22 août 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

- **Jobs Campus. P.12**
- **Activités du Gouvernement. P.6.**

Vie des Communes

Sixième congrès de l'AMBF:
Le nouveau bureau élu._{P.2}

Région du Centre



Monsieur Armand Pierre Roland BEOUNDE, Président de l'AMBF.

Info flash

**L'Eglise famille du
Burkina Faso en deuil**

Son Excellence Monseigneur Jude BICABA, Evêque de Dédougou est décédé ce vendredi 19 août 2016 en France.

Source: Blaise SAMA pour SCI

Diplomatie

Le Président du Faso a annoncé l'ouverture prochaine d'une ambassade en Guinée Equatoriale.

BANDE ANNONCE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Vie des Communes

L'Association des Municipalités du Burkina Faso (AMBF) a tenu son 6^e congrès ce week-end à Ouagadougou. Les travaux qui se sont

étalés sur deux jours, notamment du 19 au 20 août 2016, en présence de tous les maires élus des différentes communes du Burkina Faso ont

permis la mise en place d'un bureau national fort de quarante-huit (48) membres.

Liste des membres du bureau national

N°	TITRES	NOM & PRÉNOM(S)	COMMUNES	RÉGION
1	Président	BEOUINDE Armand Roland Pierre	Ouagadougou	Centre
2	1 ^{er} Vice- Président	SANOU Bourahima	Bobo Dioulasso	Hauts Bassins
3	2 ^{ème} Vice- Président	ZONGO M Moctar	Koudougou	Centre Ouest
4	3 ^{ème} Vice- Présidente chargée de la question de la Femme	SAWADOGO Rihanata	Arrondissement N°3	Centre
5	Secrétaire Général	OUIYA Bertin	Siglé	Centre Ouest
6	Secrétaire Général Adjoint	TRAORE Kadidia	Gourcy	Nord
7	Secrétaire à l'Organisation	LOUARI Jean Claude	Fada	Est
8	1 ^{er} Secrétaire Adjoint à l'organisation	DIPAMA Joseph	Saaba	Centre
9	2 ^{ème} Secrétaire Adjoint à l'Organisation	COEFFE Hubert	Pobé Mengao	Sahel
10	3 ^{ème} Secrétaire Adjoint à l'Organisation	SAWADOGO Zoubélé Nicola	Boussé	Plateau Central
11	Secrétaire à la trésorerie	ZANGO Terebsom Boniface	Laye	Plateau Central
12	Secrétaire Adjointe à la Trésorerie	SAWADOGO Jérémie	Arrondissement N°10	Centre
13	Secrétaire aux Relations Extérieures	KIEMTORE Lissané	Tanghin Dassouri	Centre
14	Secrétaire Adjoint aux Relations Extérieures	COMPAORE Rasmata	Arrondissement N°12	Centre
15	Secrétaire à la Formation	COMPAORE Pascal	Ziniaré	Plateau Central
16	Secrétaire Adjoint à la formation	KAMBOU Fiacre	Gaoua	Sud Ouest
17	Secrétaire à la Communication	DIALLO Ahmed Aziz	Dori	Sahel

Suite page 3.



Vie des Communes

N°	TITRES	NOM & PRÉNOM(S)	COMMUNES	RÉGION
18	Secrétaire Adjoint à la Communication	Millogo Honoré	Léna	Hauts Bassins
19	Secrétaire aux questions foncières et aux Aménagements	ZOMBRE Sidewata	Ouargaye	Centre Est
20	Secrétaire Adjoint aux Questions foncières et aux Aménagements	TRAORE Yssoufou	Nouna	Boucle du Mouhoun
21	Secrétaire à la Coopération Décentralisée et au Jumelage	KONDE Karim Lomboza	Dédougou	Boucle du Mouhoun
22	Secrétaire Adjoint à la Coopération Décentralisée et au Jumelage	ROUAMBA Timbila Jérôme	Manga	Centre Sud
23	Secrétaire à la Solidarité	BOUYAIN/NIGNAN Adjara	Tô	Centre Ouest
24	Secrétaire Adjoint à la Solidarité	WEREM Boureima	Arbinda	Sahel
25	Secrétaire chargé des questions de santé	BAZIMO Louis	Réo	Centre Ouest
26	Secrétaire Adjointe chargé des Questions de santé	GNOUMOU Boureima	Houndé	Hauts Bassins
27	Secrétaire chargée de la Coordination de la lutte contre le VIH-SIDA	OUEDRAOGO/SAWADOGO S. Salamata	Korsimoro	Centre Nord
28	Secrétaire Adjoint chargé de la Coordination de la lutte contre le VIH-SIDA	YAMEOGO Ousmane	Zoungou	Plateau Central
29	Secrétaire chargé de la Jeunesse, Culture et Loisirs	BAMOGO Albert	Arrondissement N°9	Centre
30	Secrétaire Adjoint chargé de la Jeunesse, Culture et Loisirs	SARA/KASSA Bintou	Bana	Boucle du Mouhoun
31	Secrétaire chargé des questions de l'Electrification Rurale et Urbaine	SOMDA Alphonse	Diébougou	Sud-Ouest
32	Secrétaire Adjoint chargé des questions de l'Electrification Rurale et Urbaine	LANKOUANDE Max Adophe	Bogandé	Est
33	Secrétaire chargé des questions d'Education	BARRO Bimbé	Koundougou	Hauts Bassins

Suite page 4.



Vie des communes

N°	TITRES	NOM & PRÉNOM(S)	COMMUNES	RÉGION
34	Secrétaire Adjoint chargé des questions d'Education	DOUMI Boukari	Partiaga	Est
35	Secrétaire chargé des questions Environnementales	SAWADOGO Sidi Mahamadi	Oula	Nord
36	Secrétaire Adjointe chargée des questions Environnementales	IBRAHIMA Ag Attaher	Gorom gorom	Sahel
37	Secrétaire chargé de l'Eau et de l'Assainissement	OUEDRAOGO Boureima	Ouahigouya	Nord
38	Secrétaire Adjoint chargé de l'Eau et de l'Assainissement	OUEDRAOGO Boukaré	Kaya	Centre Nord
39	Secrétaire chargé de la Sécurité et de la Protection Civile	KONE Brahim	Bérégadougou	Cascades
40	Secrétaire Adjoint chargé de la Sécurité et de la Protection Civile	OUEDRAOGO Louis Maxime	Nasséré	Centre Nord
41	Secrétaire chargé de la Promotion des Economies Locales	HEMA Aboubacar	Banfora	Cascades
42	Secrétaire Adjoint chargé de la Promotion des Economies Locales	GARANE Malik	Toma	Mouhoun
43	Secrétaire chargé des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	SIGNAN Yoro Souleymane	Bouroum	Centre Nord
44	Secrétaire Adjoint chargé des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	KONATE Hervé	Orodara	Hauts Bassins
45	Secrétaire chargé des Questions Agro-Sylvo Pastorales	YOGO Ouboli Jonas	Guiaro	Centre Sud
46	Secrétaire Adjoint chargé des Questions Agro-Sylvo Pastorales	BOLY Ousmane	Diabo	Est
47	Secrétaire chargé des Questions Juridiques et du Contentieux	ZOURE Célestin	Garango	Centre Est
48	Secrétaire Adjoint chargé des Questions Juridiques et du Contentieux	SOME B. Marcelin	Coper	Sud Ouest
49	1 ^{er} Conseiller	YAMEOGO Larba Prosper	Pouytenga	Centre Est
50	2 ^{ème} Conseiller	OUEDRAOGO Nongma Ernest	Tema Bokin	Nord

Suite page 5.



Vie des communes

N°	TITRES	NOM & PRÉNOM(S)	COMMUNES	RÉGION
51	3 ^{ème} Conseiller	OUATTARA Fomoro		Cascades
52	1 ^{er} Commissaire aux comptes	ZONGO Clément	Toécé	Centre Sud
53	2 ^{ème} Commissaire aux comptes	OUATTARA Mamadou	Sindou	Cascades

PRESIDENTS D'HONNEUR

Monsieur Simon COMPAORE

Madame ZAMPALIGRE/SANOGO Kadidia

Communiqué du Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure (MATDSI)

Les candidats aux concours directs de recrutement de cinq (05) élèves Commissaires de Police, dix (10) élèves Officiers de police et mille cinq cents (1500) élèves Assistants de Police, présélectionnés à l'issue des épreuves sportives, sont informés que les épreuves écrites d'admissibilité se dérouleront le dimanche 28 août 2016 dans le centre unique de Ouagadougou aux lieux suivants :

-Lycée Marien N'gouabi :

tous les candidats élèves Commissaires de Police et tous les candidats élèves Officiers de police présélectionnés ;

les candidats élèves Assistants de Police présélectionnés, dont les noms vont de ABEM Koubridouna, récépissé n° 12340 à BAZIE Bayon, récépissé n° 10509.

– **Lycée Philippe Zinda KABORE** : les candidats élèves Assistants de Police présélectionnés, dont les noms vont de BAZIE Bayon Marcel, récépissé n° 7324 à SAWADOGO Elysé, récépissé n° 16547.

– **Lycée NELSON Mandela** : les candidats élèves Assistants de Police dont les noms vont de SAWA-

DOGOU Eric, récépissé n° 15240 à ZOURI Issa Ibrahim, récépissé n° 14102.

Les candidats présélectionnés se présenteront aux lieux suscités à partir de 06 h 30 mn, munis de leur récépissé, de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè ayant servi au dépôt de leur dossier de candidature et du nécessaire pour composer.

Par ailleurs, les candidats élèves Commissaires sont informés que l'épreuve pratique d'informatique se déroulera le lundi 29 août 2016 et celle de l'orale, les mardi 30 et mercredi 31 août 2016 à l'Ecole Nationale de Police.

L'appel des candidats desdites épreuves débutera à 07 heures 00.

Division de la Communication et des Relations Publiques de la Police Nationale



Activités du gouvernement

Le Président du Faso, S.E.M. Roch Marc Christian KABORE a rencontré dans l'après-midi du samedi 20 août 2016, les maires du Burkina Faso présents à Ouagadougou à la faveur du 6ème congrès de l'Association des municipalités

Région du Centre



Le Président du Faso a reçu les élus locaux .

Le Président du Faso face aux élus locaux : « Si après la mise en place des conseils municipaux, nous devons continuer à faire la politique politicienne, il n'y aura ni développement, ni renforcement de la démocratie à la base »

Le Président du Faso, S.E.M. Roch Marc Christian KABORE a rencontré dans l'après-midi du samedi 20 août 2016, les maires du Burkina Faso présents à Ouagadougou à la faveur du 6ème congrès de l'Association des municipalités du Burkina (AMBF).

Les élus locaux sont venus présenter

au chef de l'Etat, les recommandations du 6ème congrès de l'AMBF placé sous le thème : « Rôle et place des communes dans la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES) ».

Ce fut également l'occasion pour les maires nouvellement élus, de présenter le nouveau bureau de l'AMBF au Président Roch Marc Christian KABORE.

Fort de 48 membres, ce bureau est présidé par le maire de la commune de Ouagadougou, Monsieur Armand Pierre Roland BEOUNDE, président de l'AMBF.

Dans son allocution, le président de l'AMBF a exprimé les remerciements de l'association au Président du Faso pour son accompagnement et a dit l'engagement des élus locaux à travailler pour mettre en œuvre les actions décrites dans le PNDES.

Prenant la parole, le chef de l'Etat a tenu à adresser ses vives félicitations aux nouveaux élus locaux pour le choix qui a été porté sur leurs personnes pour assurer la gestion des différentes communes du Burkina Faso.

Suite page 7.



Activités du gouvernement



Le Président du Faso a reçu les élus locaux .

« C'est le peuple burkinabè qui vous a choisi après une élection que l'on peut juger difficile, avec beaucoup de complications. Chacun a fait des efforts au niveau des communes pour que nous puissions aboutir aux résultats escomptés et la mise en place des structures communales sur toute l'étendue du territoire même si nous n'avons pas achevé tout le processus dans certaines communes. C'est le lieu ici pour moi de saluer la confiance qui a été placée en vous ».

Le Président du Faso a également salué la mise en place du bureau de l'AMBF « qui est l'organe qui va aider au pilotage des programmes dans les différentes communes ».

Roch Marc Christian KABORE a demandé aux élus locaux de surpasser les clivages qui prévalaient entre les partis politiques lors des élections et de travailler en synergie pour l'intérêt général des communes et des populations : « Je veux aussi ajouter qu'une chose est la compétition entre les partis politiques pour accéder à cette haute charge, une autre chose est qu'une fois que les élections sont terminées, nous devons faire en sorte que l'ensemble du conseil municipal puisse travailler pour aboutir au déve-

loppement local dans les communes et renforcer la démocratie à la base. Si après la mise en place des conseils municipaux, nous devons continuer à faire la politique politicienne, il n'y aura ni développement, ni renforcement de la démocratie à la base.

C'est pourquoi j'interpelle chacun individuellement, pour qu'il fasse un effort car on a besoin de l'action de tous les Burkinabè pour le développement de notre patrie. Je veux insister sur ce point pour que les maires que vous êtes, puissiez promouvoir le travail ensemble, la vie en harmonie pour le développement dans nos communes ».

Le Président du Faso a aussi réitéré la volonté de son gouvernement à accompagner les communes dans leur processus de développement : « Un autre point sur lequel je veux insister, est de vous rassurer sur l'engagement de l'Etat à soutenir les communes tant au niveau des transferts sur le plan financier qu'au niveau des transferts de compétence. L'Etat doit mettre à la disposition des communes des fonds disponibles pour leur permettre d'exécuter convenablement leurs programmes. Je veux ajouter également qu'un certain nombre d'activités qui

étaient gérées au niveau de l'Etat vont être rétrocedées aux communes : les constructions d'écoles, de CSPS... pour un meilleur suivi de ces projets ».

« Au niveau de l'AMBF, a ajouté le chef de l'Etat, nous devons travailler à ce que nos communes soient propres, et pour cela, je pense qu'il appartient à l'AMBF, aux maires, de lancer des initiatives dans ce sens pour rendre nos villes propres. Je veux inciter l'AMBF à réfléchir sur un concours inter-commune sur les questions relatives à la propreté de manière à ce que les vainqueurs puissent bénéficier d'un soutien complémentaire de l'Etat pour la réalisation de leurs programmes.

Pour terminer, le Président Roch Marc Christian KABORE a dit fonder beaucoup d'espoir que « la mise en place de l'ensemble de ces structures, suivie à partir de 2017 de la mise en œuvre effective du Plan national de développement économique et social (PNDES), va pouvoir être une source d'inspiration pour tous dans le but d'améliorer les conditions de vie du peuple burkinabè ».

Le Président du Faso s'est enfin félicité de la tenue des élections locales qui étaient le dernier maillon pour le parachèvement de l'architecture démocratique et institutionnelle dans notre pays.

La Direction de la Communication de la
Présidence du Faso

Téléchargez le quotidien
numérique
Sciences-Campus Info du lundi à
dimanche.
7 numéros dans la semaine.





Activités du gouvernement

Relations diplomatiques entre la Guinée Equatoriale et le Burkina Faso : Le Président du Faso annonce la revitalisation de la commission mixte de coopération

Région du Centre



Le Chef de l'Etat fait le point de sa visite en Guinée Equatoriale.

Le chef de l'Etat, Roch Marc Christian KABORE, de retour à Ouagadougou le mercredi 17 août 2016, de sa visite d'amitié et de travail à Malabo, a annoncé à la presse la redynamisation de la coopération entre le Burkina Faso et la Guinée Equatoriale.

Le Président du Faso a décidé de commun accord avec son homologue Theodoro Obiang N'GUEMA MBASSOGO de Guinée équatoriale, à l'issue de sa visite d'amitié et de travail de quarante-huit heures que la commission mixte de coopération entre les deux pays mise en place depuis près de huit ans, puisse enfin se réunir.

Des instructions y relatives ont été données par les deux chefs d'Etat à leurs ministres en charge des Affaires étrangères pour que « la commission mixte entre nos deux pays puisse être mise en place pour envisager la coopération aussi bien économique, politique que sociale et culturelle que nous pouvons établir entre nos deux pays », a expliqué Roch Marc Christian KABORE au cours de sa rencontre bilan avec la presse.

La visite avait aussi un volet économique comme l'a souligné le chef de l'Etat : « Par ailleurs, la Guinée Equatoriale est un pays pétrolier. Donc il est important de voir avec ce pays

dans quelle mesure nous pouvons avoir des relations dans ce domaine qui nous permettent de bénéficier des avantages que ce pays peut nous apporter ».

Le Président Roch Marc Christian KABORE a également visité de nombreuses réalisations socio-économiques au cours de son séjour en Guinée Equatoriale. « Cela a été également l'occasion pour nous de visiter les réalisations dans ce pays en termes d'infrastructures aussi bien routières, électriques que dans le domaine des logements sociaux.

Suite page 10.



Annonces



Appel à candidatures pour le Concours de documentaire scientifique africain « Les Mils d'Or » Le 22 octobre 2016 à Ouagadougou.

L'Institut de recherche pour le développement (IRD) en partenariat avec le Goethe-Institut et l'Association des Journalistes et Communicateurs Scientifiques du Burkina Faso (AJCS-BF), **ouvre une campagne d'appel à candidatures pour la 6ème édition du concours de documentaire scientifique africain « les Mils d'Or » de Ouagadougou.**

La finale de cette 6ème édition aura lieu le 22 octobre 2016 dans la salle de réunion du campus IRD-CIRAD à Ouagadougou.

Le concours du documentaire scientifique « les Mils d'Or » ambitionne de contribuer à donner du sens à la Science en faisant la promotion du film dédié aux liens entre la Recherche et les enjeux sociétaux (écologie, économie, droits humains ...).

A ce titre sont concernés les films traitant notamment :

- d'enquêtes et analyses établissant un diagnostic ou traitant de la perception d'une problématique, dont l'impact social, économique, humain est avéré ;
- de démarches de recherches, en lien avec le contexte des acteurs sociaux et techniques concernés ;
- de promotion d'initiatives professionnelles de mise en pratique de résultats de recherches.

Les films sélectionnés devront répondre en outre aux critères suivants :

- film réalisé entre 2013 et 2016,
- format numérique,
- durée : 30 minutes maximum,
- langue française ou nationale sous-titrée en français.
- résumé : 5-10 lignes maximum
- contact du réalisateur (nom et e-mail)

Le Jury appréciera les œuvres au travers des critères suivants, sans exclusive de propositions complémentaires qu'il pourra juger opportun dans le cadre de l'édition 2016 :

- Pertinence du thème :
- Au plan scientifique, par rapport à l'actualité et à la validité technique du propos ;
- Au plan de l'enjeu (social, géographique, économique, politique)
- **Qualité du message :**
- Clarté du message et rigueur de son énoncé
- Objectivité scientifique

- Qualité professionnelle et artistique du film :

Prises de vues, son, montage.

Le Lauréat recevra un trophée de l'IRD.

La date limite de réception des films est fixée au 7 octobre 2016 à 17h30.

Les films en compétition seront reçus à l'IRD tous les jours ouvrables sur support DVD ou Blu-Ray Disc.

Contacts :

Bérénice Ouattara, centre IRD de Ouagadougou, Burkina Faso.

688, avenue du Pr Joseph Ki-Zerbo

01 BP 182 Ouagadougou 01

E-mail : com.burkina@ird.fr

Tél : (226) 50 30 67 37 ou 39

Sciences-Campus Info

OFFRE SPECIALE AUX UNIVERSITES, LYCEES ET ECOLES SUPERIEURES

En prélude à la rentrée scolaire et académique 2016-2017, le magazine universitaire vous propose un package pour la circonstance vous permettant de mieux faire connaître votre établissement et ses offres de formations.

Le package comprend la diffusion de votre annonce, communiqué ou affiche sur une page entière du quotidien numérique pendant 30 jours donc sur 30 numéros, la rédaction d'une page dédiée à l'établissement sur le site web, l'affichage du logo, le nom de l'établissement et le lien vers votre site web pendant 30 jours, le partage du lien de la page dédiée à votre établissement sur Facebook pendant 30 jours.

L'audience de Sciences-Campus Info est votre cible recherchée que vous pourrez toucher directement à travers ce package soit plus de 100.000 téléchargements du quotidien numérique à chaque numéro, environ 162.000 personnes sur Facebook et plusieurs milliers de contacts direct des parents et bacheliers 2016 dans le newsletter collectés sur tout le territoire national.

NB : le cout du package est de 150.000 FCFA pour un mois

Contactez-nous : tél. : 00226 76 60 97 21/ 00226 72 08 03/ 00226 72 07 20 20 /

Email : ac@sc-mail.info / Au siège sur le boulevard des Tang Soaba à 500 mètres du SIAO



Activités du gouvernement



Le Président du Faso, salué par le ministre de l'Administration territoriale et de la sécurité intérieure.

Je veux dire que ce petit pays qu'est la Guinée Equatoriale, sur la base des ressources du pétrole a beaucoup investi dans le sens de créer les infrastructures nécessaires à son développement. Ce fut quelque chose qui nous a vraiment impressionné ».

Outre le réchauffement de l'axe Ouagadougou-Malabo par la mise en place de la commission mixte, le Président du Faso a expliqué que la présence d'une forte communauté de ressortissants burkinabè en Guinée Equatoriale, entre 10 000 et 15 000 personnes, nécessite que le Consulat honoraire puisse évoluer vers un Consulat général, voire une Ambassade. Toutes choses qui réduiraient les tracasseries liées au manque de documents conformes à la législation de ce pays pétrolier d'Afrique centrale. « Le Président [NDLR : NGUEMA] est conscient de cette situation. Il a dit qu'il prendrait des mesures pour veiller à cela mais nous avons considéré qu'en Guinée Equatoriale, au regard du nombre des Burkinabè qui y sont, il faut relever le niveau de la représentation parce qu'aujourd'hui nous avons un Consulat honoraire qui s'occupe des Burkinabè là-bas ; mais le nombre est devenu tel qu'il faut un Consulat

général ou une Ambassade carrément pour pouvoir encadrer et aider nos compatriotes qui sont dans ce pays », a précisé le Président du Faso.

En effet, il ressort des entretiens entre le chef de l'Etat burkinabè et ses compatriotes que leurs préoccupations portent surtout « sur les documents de travail pour être dans les règles au niveau de la Guinée Equatoriale. Nous avons échangé avec le Président et son gouvernement pour que nous puissions définir des mesures idoines qui permettent à nos compatriotes d'être dans les meilleures conditions de travail et dans la dignité qui est requise pour que la contribution qu'ils apportent au développement économique et social de la Guinée Equatoriale soit quelque chose de reconnu ».

Le Président Roch Marc Cristian KABORE a dit avoir eu du plaisir à échanger avec les Burkinabè de Guinée Equatoriale : « Cela a été un plaisir pour nous de rencontrer des compatriotes déterminés, engagés et vraiment soucieux de renforcer toujours leur solidarité en vue, non seulement de chercher leur propre prospérité mais également d'apporter leur concours à l'émancipation et au déve-

loppement de la Guinée Equatoriale ».

Ils évoluent dans de nombreux secteurs d'activités allant de l'encadrement supérieur, le travail dans les champs, le travail dans les maisons.

A la question de savoir si cela n'est pas gênant pour un Président démocratiquement élu de rendre des visites et d'entretenir des relations de coopération avec des chefs d'Etat dont la longévité au pouvoir est sujette à caution, le Président Roch Marc Christian KABORE s'est voulu pédagogique :

« Ce n'est pas gênant parce que nous avons des relations d'Etat. Dans les relations d'Etat, ce qui nous importe, ce sont les intérêts réciproques des pays. Loin de nous de vouloir aller dans une relation avec des pays qui ont des appréciations négatives ou personnelles des préoccupations de ces pays-là. Il appartient à chaque pays de retrouver les voies et moyens de pouvoir instaurer une situation durable tant aussi bien au plan économique qu'au plan démocratique. C'est pourquoi je voudrais que nous fassions très attention au fait que les relations d'Etat ne s'embarrassent de ces préoccupations que nous avons au plan politique. Ce qui doit nous importer au plus haut niveau, c'est non seulement de renforcer des relations au plan économique et social mais de veiller à ce que nos compatriotes qui sont dans ces pays également puissent bénéficier de la sécurité qui leur permette de vivre en toute convivialité avec les populations de ces pays. C'est l'aspect le plus important pour nous ».

En somme, « si nous sommes allés en Afrique centrale, c'est essentiellement parce que des chefs d'Etat nous y ont invités. Ce fut également une occasion pour nous de voir quels sont les progrès qui sont faits dans ces pays et comment renforcer notre coopération », a dit le Président KABORE à la presse.

La Direction de la Communication de la
Présidence du Faso



Activités du gouvernement

La jeunesse de Fada à l'école du civisme et de la citoyenneté chez sa majesté KUPIENDIÉLI

Région de l'Est



Sa Majesté KUPIENDIÉLI a reçu les jeunes.

Dans le cadre de la caravane sur le civisme et la citoyenneté initiée comme activité de la Journée Internationale de la Jeunesse édition 2016, les jeunes de Fada en compagnie des responsables de ladite caravane ont rendu une visite à sa Majesté KUPIENDIÉLI, Roi du Gulmu.

Au palais royal, ils ont eu droit à un véritable cours sur le civisme et la

citoyenneté dispensé par un homme averti et ouvert. Pour sa majesté, la lutte contre ce fléau incombe à toute la société et il est du devoir des parents d'assumer en premier lieu l'éducation des enfants.

Tout en rappelant la nécessité de réinstaurer les valeurs traditionnelles, il a surtout exhorté le Ministère en charge des questions de jeunesse à

jouer pleinement sa partition à savoir, l'éducation et l'encadrement de cette frange non négligeable de la population burkinabè.

La Direction de la Communication et de la
Presse Ministérielle(DCPM)



 **Avis de recrutement**

Poste : Responsable de programme Eau-Assainissement

Description

Poste salarié à pourvoir au mois d'octobre après un briefing au siège L'ONG Initiative Développement (<http://ww.id-ong.org>) est spécialisée dans la mise en œuvre de programmes de développement principalement axés sur le renforcement des capacités locales à travers l'accès aux services de base (santé, éducation, eau, agriculture, énergie). Aujourd'hui, ID intervient sur 18 programmes de développement dans 7 pays. Budget 2016 : 4 M € / ; Effectif : 17 personnes siège / 150 sur le terrain. ONG créée en 1994, siège basé à Poitiers
Le Tchad

Ce vaste territoire abrite près de 13 millions d'habitants, dont plus de la moitié à moins de 18 ans. Selon le rapport mondial sur le développement humain (PNUD 2015), le Tchad fait partie des 5 pays les plus pauvres du monde (il est classé au 185e rang sur 188 pays).

ID au Tchad

ID intervient depuis plus de 10 ans à Moundou (sud-ouest), et est aujourd'hui reconnue comme un acteur légitime du développement local.

L'intervention d'ID à Moundou a débuté par un projet de prise en charge globale du VIH/sida, mené en étroite collaboration avec l'ensemble des acteurs de la ville. En 2009, c'est une Association tchadienne, l'Association Djenandoum Naasson qui reprend les activités du projet, après avoir été accompagnée et formée par ID.

Depuis 2006, ID est également impliquée dans les secteurs de l'eau et l'assainissement, de l'éducation, puis du développement local (2011),

toujours en lien très étroit avec les acteurs locaux de la ville et de la région, qu'ils soient associatifs, institutionnels, communautaires... Un programme de développement d'une filière de cuiseurs économes a aussi démarré en juin 2015. Les équipes de ces programmes partagent le même bureau. Elles sont supervisées par une directrice pays Tchad et appuyées par un administrateur.

Descriptif du projet

Les activités du volet eau s'inscrivent dans la continuité d'un partenariat avec l'ONG tchadienne AGIR initié en 2006. AGIR (8 salariés) intervient sur 50 villages dans tout le sud du pays, en appui à la gestion de l'eau sur une aire d'intervention de plus de 300 km autour de Moundou. Pour ce nouveau cycle de financement de trois ans, ID et AGIR ont défini un projet axé sur la professionnalisation des métiers de l'eau pour améliorer la pérennité du service. Un système de maintenance de proximité, plus efficace et moins coûteux, sera ainsi testé sur une dizaine de sites, avec la formation de maintenanciers « de premier niveau ». Les associations d'usagers de l'eau et les exploitants bénéficieront aussi de formations.

Le renforcement d'AGIR par ID est également au cœur de ce projet et a fait l'objet d'ateliers communs pour identifier les besoins de l'association. L'accompagnement d'ID a en effet jusqu'ici porté sur les activités d'AGIR et non sur la structure en elle-même.

Ce renforcement s'inscrit également dans la perspective d'une expansion des activités d'AGIR, avec la création d'une centaine d'AEP dans le cadre du 10 et du 11ème FED.

Le volet eau comprend un volet d'investissement avec la supervision de 17 marchés d'extension ou de ré-

habilitation de réseaux sur la zone. Enfin, un volet de valorisation carbone lié à l'installation de pompes à chlore lors de la précédente phase est prévu.

Le volet assainissement du programme existe depuis 3 ans. Une première phase a permis de définir les bases solides d'un sanimarché sur la ville de Moundou avec :

- La conception d'une offre technique et commerciale avec une gamme de 4 latrines proposées aujourd'hui à la vente,

- L'identification et la formation des acteurs de la filière sur Moundou : 5 vendeurs, un entrepreneur en charge de la gestion des stocks et du contrôle qualité, une dizaine de maçons formés à la fabrication, un vidangeur.

- La réalisation d'une étude sur la valorisation des boues de vidanges (compostage/séchage).

Cette seconde phase du projet vise trois objectifs :

- Optimisation des process de fabrication pour réduire les coûts de construction

- Passage à l'échelle des ventes de latrines, avec un objectif de 230 latrines domestiques vendues (aujourd'hui 50) et réflexion à conduire sur l'autonomisation de la filière,

- Construction de 4 blocs de latrines publiques en respectant une démarche de développement local, en concertation avec la population sur le lieu d'implantation, le mode de gestion, la prise en charge de l'entretien,

- Organisation d'un volet de sensibilisation important dont la mise en œuvre sera confiée à des associations locales

Suite page 15.



Jobs Campus

– L'amélioration de l'aval de la filière par la formation et l'accompagnement à la vidange.

Principales missions

– Planification et suivi de l'ensemble des activités du programme

– Recrutement, management et gestion d'une équipe de 9 personnes composée :

Sur le volet eau : d'un coordinateur technique chargé du suivi des travaux et d'un assistant technique expatrié détaché auprès d'AGIR

Sur le volet assainissement : d'un coordinateur technique (déjà en poste), d'un coordinateur mobilisation sociale, d'une gestionnaire filière/assistante commerciale (en poste) et de 3 vendeurs.

– Gestion administrative et financière du projet : budget de 1,5 M d'€ sur 3 ans

– Gestion du partenariat avec AGIR et les partenaires du volet eau (entrepreneurs, vidangeurs, associations...)

– Reporting narratif du projet, vis-à-vis des bailleurs de fonds et en interne : SEDIF, AELB, grand Poitiers, fondation suez..

– Capitalisation des activités au sein de son programme

– Représentation du programme vis-à-vis des autorités locales au Tchad, en lien étroit avec la directrice pays
Le/la RP aura à se déplacer régulièrement sur les sites d'intervention du programme

Encadrement / appui sur place et au siège

Le/la responsable de programme sera appuyé et supervisé :

– Il/elle sera sous la responsabilité hiérarchique d'une directrice pays (basée au Tchad) expatriée qui est responsable de l'encadrement et du développement des interventions d'ID au Tchad (cohérence entre les programmes, respects des engagements...). La directrice pays est responsable de la sécurité des équipes d'ID au Tchad et assure l'interface

avec le siège et les partenaires financiers des programmes.

– Le/la responsable de programme bénéficie en outre de l'appui d'un administrateur expatrié (basé également à Moundou), dont le rôle est d'appuyer au quotidien le/la RP dans la gestion administrative financière et logistique de son programme.

– Il/elle bénéficiera de l'appui technique du pôle E&A ainsi que des services du siège (Service finances, Com, RH) et du pôle partenariat.

Contexte du poste

Le poste est basé à Moundou.

Située à 500 km de N'Djamena, Moundou compte près de 200.000 habitants. Seconde agglomération du pays et poumon économique du Tchad (conton, pétrole..), Moundou est une ville verte, calme et agréable à vivre, bordée par le fleuve Logone. Les divertissements sont peu développés mais on y trouve tout de même quelques restaurants européens ainsi que des équipements sportifs (piscine, salle de sport, stade) et des supérettes basiques pour les besoins essentiels.

La proximité de zones en crise (Centrafrrique, Cameroun et Nigeria) impose une certaine vigilance / coordination avec le reste de l'équipe, notamment lors des déplacements en dehors de la ville, ainsi qu'un comportement responsable à titre privé. Si les déplacements en dehors de Moundou à titre privé sont limités, ils sont peu contraints en ville.

Pendant son séjour, le/la RP devra s'engager à respecter les consignes de sécurité.

Au niveau sanitaire, la zone est impaludée de niveau 3. Un traitement prophylactique, en saison des pluies en particulier, est vivement recommandé.

Les conditions de confort au quotidien restent globalement très basiques : accès à l'électricité très incertain sans groupe électrogène, eau courante non garantie, commerces limités...

L'hébergement est à la charge du/de la RP mais l'équipe sur place est chargée de l'accueil de l'expatrié et le soutien dans toutes ses recherches et démarches (obtention visa longue durée, recherche d'un hébergement, ameublement, gardiennage, équipement..).

Ville Moundou

Expériences / Formation du candidat

Profil souhaité : formation supérieure en eau et assainissement ou formation généraliste avec une expérience significative dans le secteur.

Expérience professionnelle significative d'au moins 3 ans.

Une expérience d'encadrement de personnel et de gestion de projet
Expérience en maîtrise d'ouvrage ou maîtrise d'œuvre d'infrastructures
Fonctions : Coordination, Gestion de projet

Activités : Génie civil, Hydraulique

Pays : Afrique, Tchad

Contrat : CDD

Durée du contrat

Engagement sur 18 mois

Salaire / Indemnité

Salaire de 1745 € brut. Indemnité de vie supplémentaire de 832 € ; Complément si conjoint. Couverture sociale complète : maladie (mutuelle), retraite, Plan épargne Entreprise
Assurance Rapatriement

Vol A/ R pris en charge une fois/an pour le salarié et son conjoint

Le poste n'est pas ouvert aux familles.

Documents à envoyer

CV + LM

Nom de la personne contact

Jeanne Rouy

Email de la personne contact recrut84@id-ong.org

Date de fin de validité 31/08/2016



Avis de recrutement

Poste: INT2737 CaLP Ressources humaines Business Partner

Description

Date de clôture: 29 th Août 2016

Salaire: 30375 £ par an brut

Type de contrat: CDD, 6 mois.

Heures: 3 Jours

Lieu: Oxfam House, Oxford

Oxfam travaille avec d'autres pour surmonter la pauvreté et la souffrance. En tant qu'employé Oxfam, vous intégrerez une équipe de professionnels qui fait partie de la confédération internationale de 17 organisations en réseau ainsi que dans 94 pays. Dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, nous travaillons ensemble pour mettre fin à la pauvreté mondiale et l'injustice.

Le Cash Learning Partnership (CaLP) est un réseau dynamique et collaborative globale des acteurs humanitaires engagés activement dans les domaines critiques de la politique, la pratique et la recherche au sein des programmes de transferts monétaires (CTP).

CaLP agit comme un catalyseur pour la transformation positive dans le secteur humanitaire et vise à garantir que le CTP est couramment considérée comme une composante évolutive de la qualité, de la préparation opportune et appropriée, les interventions d'urgence et le relèvement précoce. Nous croyons que lorsqu'il est incorporé de manière appropriée dans la planification de la réponse humanitaire, CTP présente des opportunités pour une programmation efficace et efficace répond aux besoins des personnes et des communautés touchées par les crises.

Ce sera l'occasion de fournir un haut niveau de soutien professionnel des ressources humaines au (CaLP) le personnel et les gestionnaires du Cash Learning Partnership, et de fournir un soutien et des conseils stratégiques

et opérationnels sur une gamme de ressources humaines opérationnelles et des activités d'apprentissage et de développement. Le titulaire du poste assurera la gestion en ligne de gérer le personnel administratif au sein de l'équipe CaLP au besoin.

Nous recherchons...

Essentiel

Expérience confirmée de généraliste RH au niveau opérationnel (gagné dans une / grande organisation de taille soit dans le secteur des ONG, du public ou d'une entreprise). La réflexion stratégique et la prise de décision dans une organisation internationale.

Connaissance et compréhension du travail dans une organisation en réseau international, de fournir des conseils et de soutien entre les équipes à distance et à différents niveaux d'ancienneté, et de faciliter le changement.

Démontrer sens aigu des affaires, veiller à ce que la politique RH ou de l'activité de développement répond aux besoins de l'entreprise, fournissant cohérente, entreprise des conseils pertinents aux gestionnaires hiérarchiques supérieurs et autres membres du personnel des RH.

Bonnes capacités de planification organisationnelle et une capacité prouvée à travailler avec un grand degré d'indépendance, gérer sa charge de travail et les priorités et identifier les possibilités d'ajouter de la valeur à l'entreprise.

Proactive avec beaucoup d'initiative. Solides compétences en construction interpersonnelles et des relations et un excellent communicateur avec un haut niveau d'anglais écrit et parlé.

Bonne sensibilisation aux TI. Sexe et la sensibilité culturelle et de l'engagement et la compréhension des valeurs d'Oxfam et les principes de l'égalité des chances.

Bon niveau de calcul et la capacité

de produire et d'interpréter l'information de gestion.

L'expérience de la construction de l'équipe et la gestion des talents.

La capacité à travailler avec les autres et une approche proactive pour atteindre les objectifs définis.

Souhaitable:

Expérience de gestion de projet

Familiarité avec le droit et les pratiques RH au Royaume-Uni

Une connaissance pratique du français ou de l'arabe.

Qualification professionnelle en ressources humaines ou en étudiant vers (par exemple CIPD)

Les demandes doivent être soumises par le biais du site Web Oxfam.

Pour de plus amples informations sur le rôle s'il vous plaît voir le profil d'emploi ci-joint.

Toutes les demandes doivent être soumises en anglais et comprennent un CV en anglais.

Les demandes doivent être soumises par le biais de notre système en ligne. Pour de plus amples informations sur le rôle et appliquer s'il vous plaît allez à: <https://jobs.oxfam.org.uk/vacancy/calp-human-resources-business-partner-int2737/4596/description/>

Pour en savoir plus sur le travail que nous faisons à Oxfam GB, veuillez suivre le lien ci-dessous:

<http://policy-practice.oxfam.org.uk/blog/2015/10/best-job-in-the-world>

Fonctions : Ressources Humaines

Activités : Ressources Humaines

Pays : Europe, Royaume-Uni

Contrat : Inconnu

Salaire / Indemnité

Salaire: 30375 £ par an brut

Postuler en ligne <https://jobs.oxfam.org.uk/vacancy/calp-human-resources-business-partner-int2737/4596/description/>

Date de fin de validité 29/08/2016



Avis de recrutement

Poste : Coopération et Formation au Développement

Assistant(e) Technique en Ecologie et Conservation pour les Comores

Description

Le CEFODE-Coopération et Formation au Développement www.cefode.org (ONG de participation au développement par l'envoi de VSI) en partenariat avec l'ONG DAHARI www.daharicomores.org recrutent un ou une VSI assistant(e) technique en écologie et conservation.

La mission de l'ONG comorienne Dahari consiste à façonner des paysages durables et productifs avec des communautés comoriennes. Dahari est née en 2013, suite à un projet pilote de cinq ans (voir www.ecdd-comoros.org). Ses domaines d'interventions clés sont le développement rural, la gestion des ressources naturelles, la conservation de la biodiversité, et le tourisme.

Les missions principales du ou de la VSI :

Soutenu par des chercheurs de Bristol Zoological Society, Durrell Wildlifé Conservation Trust et l'Université d'Oxford, le recruté(e) appuiera l'équipe locale de techniciens écologiques pour assurer :

La gestion d'un projet financé par le Critical Ecosystem Partnership Fund qui a comme objectifs : des recherches approfondies sur *Pteropus livingstonii*; l'identification des espèces indicatrices de la forêt naturelle ; la cartographie forestière et des recherches sur l'utilisation du bois ; la mise en place d'un programme de suivi participatif de la biodiversité et de la forêt;

Le bon déroulement des activités de terrain des projets de recherche et de suivi de la biodiversité et leur suivi-évaluation sur base de réunions régu-

lières de coaching des techniciens ;
Du soutien technique aux activités de gestion des ressources naturelles et de conservation de Dahari ;
Le renforcement des capacités techniques des staffs comoriens en collaboration avec les partenaires techniques à Madagascar et au niveau international ;
La rédaction des articles scientifiques avec les résultats des études ;
La construction des prochains projets de recherche écologique et la rédaction des dossiers de financement y afférents.

Ville: Mutsamudu, Anjouan, Union des Comores
Expériences / Formation du candidat

Au minimum un diplôme Bac+4 en biologie, écologie ou conservation ;

Au minimum trois années d'expérience de recherche écologique sur terrain ;

Connaissance d'utilisation SIG-GPS et de gestion de bases de données et des analyses statistiques ;

Compétences appréciées :

Maitrise du SIG et du logiciel 'R', des analyses statistiques et exploratoires ;

Gestion de base de données relationnelle avec SQL ;

Modélisation des dynamiques spatiales ;

Bonne connaissance des techniques d'échantillonnage de la biodiversité ;

Expérience dans l'exécution de projets de conservation en Afrique

Qualité du candidat

Etre autonome, avoir de fortes capacités organisationnelles et de gestion du temps ;

Grande disponibilité ;

Très bonne condition physique pour monter dans les champs et montagnes dans des conditions tropicales ;

Capacité à travailler dans une équipe dynamique et multiculturelle.

Fonctions Technicien spécialiste

Activités: Agriculture, Environnement

Pays: Afrique, Comores

Contrat Volontariat / service civique

Durée du contrat

Contrat de VSI de 24 mois à compter de début octobre 2016

Salaire / Indemnité

Contrat VSI, indemnisation 1000€ mensuels, négociable en fonction de l'expérience + 1 vol A/R par an + couverture sociale et prime de fin de mission pour un contrat effectif de 24 mois

Documents à envoyer

CV et lettre de motivation à contact@daharicomores.org et volontariat@cefode.org

Nom de la personne contact

Françoise MATERNE Déléguée Générale CEFODE volontariat@cefode.org et directeur de l'ONG DAHARI contact@daharicomores.org

Email de la personne contact volontariat@cefode.org

Date de fin de validité 05/09/2016



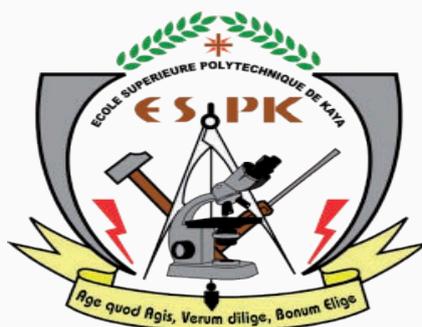
Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

Ministère de l'Enseignement Supérieur,
de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MESRSI)

Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest (UCAO)

Unité Universitaire à Bobo-Dioulasso (UUB)

Ecole Supérieure Polytechnique de Kaya (ESPK)



OFFRES DE FORMATIONS



1. Filières techniques professionnelles :

- ▶ Génie Civil, Option Bâtiments et Travaux Publics (BTP)
- ▶ Génie Electrique et Informatique Industrielle, Options Réseaux Electriques et Energies Renouvelables (REER), Réseaux Informatiques et Télécommunications (RIT) ;
- ▶ Génie Hydraulique Rural, Option Systèmes Irrigués (SI)

Niveau d'entrée :

- Bac C-D-E-F2-F3-F4 et Bac Pro (1ère année)
- DUT – BTS ou équivalent (année de Licence) ;

2. Filières commerciales :

- Finance/Comptabilité ;
- Marketing et Gestion Commerciale

Niveau d'entrée : Bac A - C-D-E-G1-G2 + Bac Pro

Diplômes délivrés : DUT et Licence Professionnelle

Ces filières sont également ouvertes aux professionnels. En cas de besoin, prendre attache avec la direction des études :

71 69 30 15 / 78 85 44 03/71282980/78968170

Inscriptions pour toutes les classes de la 1ère à la 3ème année de licence : à partir du 1er juillet 2016 de 8 h à 12 h et de 15 h à 17 h. Secrétariat ouvert du lundi au vendredi

Date limite de dépôt des dossiers : 30 septembre 2016

Si option Internat : 72 chambres individuelles et de 48 chambres doubles.

Programme de la rentrée :

- Jeudi 29 septembre 2016 : rentrée des internes
- Vendredi 30 septembre – samedi 1er octobre 2016 : session de rentrée pour tous
- Lundi 03 Octobre 2016 : Début des cours

Contacts pour tout renseignement :

24 45 22 22/24 45 23 23/70 42 81 29/78 44 27 29/61 84 69 09/78 85 44 03

e-mails : gregbalma81@gmail.com ; majojya@gmail.com ; loyaraviniyves@gmail.com

Site web ESPK: www.espkaya.com



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



ISC-BOBO

Ecole Supérieure des Sciences et Technologies

*Les bacheliers sont informés de l'ouverture des inscriptions en
1^{ère} et 2^{ème} année dans les filières suivantes :*

- 1. Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, option :**
 - Infrastructures Hydrauliques
 - Eau et Assainissement
 - Génie Electrique et Energétique
 - Génie Civil
- 2. Banque et Microfinance, option :**
 - Banque
 - Microfinance
 - Assurance
- 3. Génie Informatique, option :**
 - Système d'Informations et Réseaux
 - Réseaux Informatique et Télécommunication
- 4. Gestion des ONG et des Associations, option :**
 - Gestion et Organisation des Entreprises
 - Gestion des Projets
 - Gestion des ONG
 - Gestion des Associations
- 5. Autres filières disponibles**
 - Marketing
 - Transport logistique
 - Finance-Comptabilité
 - Communication

*Situé au centre de la ville de Bobo, Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady 1^{er} et
2^{ème} étage*

01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01

*Tél : +226 72 07 09 09 / +226 20 95 47 46 / +226 72 08 03 03 / +226 70 01 05 05 / +226 77 20
00 26 / Email : isc@iscbobo.com / Site WEB : www.iscbobo.com*

Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

FONDATION SCIENCES-CAMPUS

I S C-BOBO

Ecole des Sciences et Technologies de Bobo
Dioulasso

01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01

Tél. : 00226 20954746

Email : isc@sicbobo.com



Burkina Faso

Unité-Progrès-Justice

APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement d'étudiants de la 2e Promotion de

Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie (STEEE)

Le Président de la Fondation Sciences-Campus informe le public de l'ouverture des inscriptions pour le **recrutement de la deuxième promotion d'étudiants de Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, à l'Institut Supérieur des Sciences et Technologies (ISC-Bobo) pour la rentrée 2016-2017.**

Compétences visées : A l'issue de la formation, le titulaire de la Licence (Bac +3) disposera :

- Des connaissances en sciences de base et informatique appliquée,
- Des connaissances en techniques de base,
- Une approche des métiers à travers les enseignements de techniques appliqués dans les domaines, des Infrastructures Hydrauliques, de l'Eau et Assainissement, du Génie Electrique & Energétique, du Génie Civil, du Système d'Information et des Mines.

Débouchés : A l'issue de cette formation de six (6) semestres, le titulaire de la Licence aura acquis un bon niveau pour la poursuite des études en Master d'ingénierie ou intégrer le milieu professionnel.

Modules : Un tronc commun consacré aux enseignements en Sciences de base (Mathématiques, Biologie, Chimie, Géologie, électrotechnique...), Techniques de base (Calcul de structures, Hydraulique...), Techniques appliquées (Topographie, Dessin Technique, Génie Civil...) et les enseignements spécifiques selon les options.

Options /Filières de spécialisation: au sixième semestre les options sont orientées en :

- Infrastructures Hydrauliques
- Eau & Assainissement

- Génie Electrique & Energétique
- Génie civil

Conditions d'accès : la Licence STEEE est ouverte aux titulaires de Baccalauréat pour six semestres d'études donc 3 ans et aux titulaires des diplômes suivant ou leurs équivalents : DEUG, DUT, BTS pour deux semestre d'études donc 1 an.

Frais de scolarité : Formation : 275.000 FCFA /an, Frais d'inscription : 5.000 FCFA, Frais de session/en cas de reprise: 15.000 FCFA/UE

Autres frais : sont à la charge des étudiants, les frais de tenue universitaire, des feuilles de devoir, d'assurance pour les étrangers, de bibliothèques, les frais de transports et autres frais personnels.

Dossiers : Attestation ou dernier diplôme + Carte d'Identité et Fiche d'inscription à déposer au service de l'orientation au plus tard le 30 Septembre 2016 ou envoyer à ISC Bobo 01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01.

Début des cours : 15 Octobre 2016 sur le campus au centre-ville de Bobo Dioulasso, Avenue Guillaume Ouedraogo.

**Le Président,
Siaka GOW**

Adresse : Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady/ 01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01 /

Tél. : +226 95 20 47 46 / +226 72 08 03 03/ +226 72 07 09 09/ +226 77 20 00 26

Email : isc@iscbobo.com / www.iscbobo.com / Skype : [iscforum](https://www.skype.com)



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien
en version numérique à télécharger.*

PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

Du 20 au 27 août 2016

GROUPE 4		MUSSE	22625366841
		NATIGE	22625362800
		OUEDRAGO	22625371652
1200 LOGEMENTS	22625360252	PIERRE TAPSOBA	22625484433
AMITIE MIYOUGOU	22625385236	PRINCIPALE	22625375415
BETHANIA	22625313141	SAHEL	22625318195
CIRCULAIRE SEDE	22625384491	SIG NOGHIN	22625431778
DIAWARA	22625306068	SIRA	22625431778
ESPOIR	22625315412	SOMAGADE	22625358244
CARE	22625316206	SOTISSE	22625364148
HIPPODROME	22625503412	UNITE	22625343942
HOPITALE	22625306641	VENEGRE	22625430587
JEAN PAUL	22625418154	VIDAL	22625315288
KADIAOGO	22625318788	VIEL	22625459825
KOUMA	22625385742	WEND KUNI	22625362015
LALLE	22625456725	WEND YAM	22625483047
LES GRACES	22660808077		
LOUIS PASTEUR	22625335867		
MAIGNON	22625310120		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou	Bobo-Dioulasso
Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47	Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45	Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11	ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00	SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 25 30 65 15	Aéroport: 20 97 00 70
Police secours: 25 30 71 00	Burkina secours: 20 97 01 43
Gendarmerie: 25 31 33 40	Police secours: 17
	Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info
Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P/2013/ CAO/TGLO/P.F.

n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Directrice des rédactions

Eliane Bayala

Equipe de reportage

- Aris KUSIELE Somda

- Bernadette Dembélé

- Valentin Mano

- Rélvwendé Hervé Roamba

- Bernard M' Pempé Hien

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara

- Francois blanc

- Boureima Sogoba

-Augustin Irwaya Ouedraogo

- Tigiane Antoine Ki

- Blaise Sama

- Jean Paul Yekpaye

- Grégoire Zongo

- Mamadou Goh

- Désiré Guigma

- Jérôme Bissyendé

- Yves Sanou

- Frédéric Poïda

- Valentin Ouedraogo

- Blaise Sama

- Diloma Jacques

- Moumouni Guio

- Nicole Ouedraogo

- Amédée Silga

- Karim Koala

- Ouaboué Bakouan

- Albert Tarpaga

- Paul Soma

-Arjouman Saganogo

- Joseph Kaboré

-Valentin Singbéogo

- Issa Sepama

- Hermann Toé

- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA

Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:

www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA I Pr Joseph KI-ZERBO

PRESIDENCE

03 BP 7021 Ouagadougou 01

Tél. : (226) 25 30 70 64/65

Fax : (226) 25 30 72 42



BURKINA FASO
Unité-Progrès-Justice

Test d'entrée en 1^{ère} année à l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), session 2016

Le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO porte à la connaissance des titulaires du Baccalauréat des séries C, D, E, A, G1, Bureautique professionnel, G2 et G3 des sessions de 2015 et 2016, qu'il est ouvert à l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), un test de recrutement d'étudiants en première année de licence professionnelle dans les filières suivantes :

- 1- Comptabilité-Contrôle-Audit (CCA) pour 70 places,
- 2- Assurance-Banque-Finance (ABF) pour 40 places,
- 3- Marketing et Gestion (MG) pour 40 places,
- 4- Assistance de Direction Bilingue (ADB) pour 25 places,
- 5- Méthodes Informatiques Appliquées à la Gestion (MIAGE) pour 20 places.

Le régime de la formation qui dure trois (03) ans, est celui du système Licence-Master-Doctorat (LMD).

Les dossiers de candidature devront être déposés à la scolarité de l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), du mercredi 13 juillet au vendredi 29 juillet 2016 et du jeudi 1^{er} septembre au vendredi 09 septembre 2016, de 07h30 à 12h

Le dossier de candidature est composé des pièces suivantes :

- une demande manuscrite non timbrée adressée à Monsieur le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO, portant les noms, prénoms, adresse et signature du candidat avec précision de la filière choisie ;
- une photocopie légalisée de l'attestation du baccalauréat des sessions 2015 ou 2016 ;
- une photocopie légalisée de l'acte de naissance ;
- une photocopie du reçu de versement des frais d'inscription au test (15 000F CFA), payable à la comptabilité de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO (à Zogona);

Les informations complémentaires relatives aux différentes filières sont affichées à la Direction des affaires académiques, de l'orientation et de l'information (DAOI), à l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), sur le site de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO www.univ-ouaga.bf.

Le test se déroulera le lundi 19 septembre 2016 à partir de 6 heures 30 minutes dans les amphithéâtres Libyens de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO pour les filières ABF et CCA et au sein de l'IBAM pour MG, MIAGE, ADB.

La répartition des candidats sera affichée le jeudi 15 septembre 2016 devant les amphithéâtres Libyens et au sein de l'IBAM.

L'admission au test n'implique pas l'attribution d'une bourse de l'enseignement supérieur.

Pour toute information complémentaire, s'adresser à la scolarité de l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM).

Pr Rabiou CISSE
Chevalier de l'ordre national
Officier de l'Ordre des Palmes académiques



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

^{/kk}
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA I Pr Joseph KI-ZERBO

PRESIDENCE

03 BP 7021 Ouagadougou 01

Tél. : (226) 25 30 70 64/65

Fax : (226) 25 30 72 42



BURKINA FASO
Unité-Progrès-Justice

Recrutement en 1^{ère} année pour la formation des Technicien(ne)s Supérieurs de Santé, option Analyses Biomédicales

Le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO, porte à la connaissance des titulaires du baccalauréat 2016 et des professionnels qu'il est ouvert à l'UFR des Sciences de la Santé, un concours direct de recrutement d'étudiant(e)s pour la 1^{ère} année de la section de formation des Technicien(ne)s Supérieurs de Santé, option Analyses Biomédicales.

1) Formation et diplôme

La durée de la formation est de trois (3) ans. La formation est sanctionnée par le diplôme de Licence Professionnalisée en Analyses Biomédicales.

2) Conditions et modalités d'accès

Les conditions et modalités d'accès à cette section de formation universitaire et professionnelle sont les suivantes :

a) Titulaire du baccalauréat

- être titulaire du baccalauréat session 2016 série C ou D,
- avoir été déclaré admis au concours.

b) Professionnels

- être technicien(ne) de laboratoire,
- avoir trois (3) années d'ancienneté en cette qualité,
- avoir l'autorisation du Ministère de la Santé,
- avoir été déclaré(e) admis(e) au concours,

c) Admission

- l'admission est prononcée sur la base de l'obtention d'une moyenne égale au moins à 10/20. Toute note inférieure à 6/20 est éliminatoire.

Le dossier de candidature comprend :

- une demande manuscrite adressée à Monsieur le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO,
- une attestation légalisée de réussite au baccalauréat série C ou D
- une copie légalisée d'acte de naissance ou de jugement supplétif tenant lieu.

d) Epreuves

Le concours comporte :

Pour les bacheliers, trois épreuves

- mathématiques : coefficient : 2
- physique-chimie : coefficient : 3

- Sciences naturelles : biologie : coefficient : 2

Pour les professionnels, cinq épreuves d'une (1) heure chacune :

- Biochimie coefficient : 3
- Hématologie coefficient : 2
- Microbiologie : coefficient : 1
- Parasitologie : coefficient : 1
- Immunologie: Coefficient : 1

3) Déroulement des épreuves

Les épreuves se dérouleront le Jeudi 22 Septembre 2016 dans l'enceinte de l'UFR/SDS de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO.

Les candidatures sont recevables au service courrier de l'UFR/SDS du 1^{er} au 15 Septembre 2016, les jours ouvrables de 08h à 11h30.

Le nombre de places mises en compétition est de quinze (15) pour les titulaires du baccalauréat session 2016 et cinq (5) pour les professionnels.

Les candidats doivent s'acquitter des frais de dossiers fixés à quinze mille (15.000) francs CFA auprès de la comptabilité de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO et une copie de cette quittance doit être jointe au dossier de candidature.

4) Informations générales

Les candidat(e)s doivent se munir d'une C.N.I.B. ou d'un passeport en cours de validité et de quoi écrire.

N.B. : 1) L'admission au concours de recrutement ne donne pas droit automatiquement à l'obtention d'une bourse nationale ni au statut de stagiaire.

2) Le régime d'examen terminal unique n'est pas admis dans la section.

3) La présence aux enseignements théoriques et aux travaux pratiques est obligatoire.

Pr Rabiou CISSÉ/

Chevalier de l'Ordre national

Officier de l'Ordre des Palmes académique



Annonces

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/4 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERHCE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA II

PRESIDENCE

INSTITUT UNIVERSITAIRE
DE FORMATIONS INITIALE ET CONTI-
NUE

Tél : 25 40 94 04

BURKINA FASO

Unité – Progrès – Justice



N° 2016- /MESRSI/SG/UO2/P/IUFIC

APPEL A CANDIDATURES Pour le recrutement d'étudiants de la 2ème promotion en Master professionnel en Droit Pénal et Sciences Crimi- nelles (Master 2)

Le Président de l'Université Ouaga II informe le public de l'ouverture de tests pour le recrutement de la 2ème promotion d'étudiants en Master professionnel en Droit Pénal et Sciences criminelles, à l'Institut Universitaire de Formations Initiale et Continue (IUFIC), pour la rentrée universitaire 2016-2017.

Le Master professionnel en Droit Pénal et Sciences Criminelles a pour objectif de développer chez les étudiants une maîtrise théorique mais aussi une sensibilité pratique du droit pénal et de permettre à certains professionnels d'approfondir leurs pratiques.

Il est également une source de recyclage pour certains praticiens du droit pénal (avocats, magistrats, gendarmes, policiers, douaniers, etc.).

Modules de formation

La formation dispensée est en présentiel et en cours du soir. Elle combine des enseignements théoriques, (dispensés par des universitaires africains et européens) et pratiques (séminaires donnés par des professionnels).

Conditions d'accès à la formation

Le Master professionnel Droit Pénal et Sciences Criminelles est un diplôme juridique. L'étudiant doit par conséquent obligatoirement avoir suivi les matières de droit pénal (Général et Spécial) et de procédure pénale au cours de ses années de licence, maîtrise ou M1.

- Etre titulaire d'une maîtrise ou d'un Master 1 en sciences juridiques reconnu par le CAMES.

Les commissaires de police diplômés de l'académie nationale de police du Burkina Faso, titulaires d'une maîtrise universitaire autre que juridique et reconnue par le CAMES, sont admis en équivalence en deuxième année du master.

Le nombre de places disponibles est de trente (30).

Les débouchés

Les débouchés des produits sont :

- Les professions dites réglementées (avocats, notaires, huissiers de justice, commissaires-priseurs) ;
- Agence de contrôle de l'Etat ;
- Agent judiciaire de l'Etat ;
- Juriste conseil d'entreprise ;
- Justice internationale (TPI, CPI) ;
- Organisations de défenses des droits de l'Homme.

Coût de la formation

- Frais d'inscription : 50.000 f CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 250.000 f CFA pour les étudiants hors zone UEMOA.
 - Frais de formation : 1.200.000 f CFA payables en deux tranches.
 - 1ère tranche : 700.000 f CFA avant le 30 novembre 2016
 - 2ème tranche : 500.000 f CFA au plus tard le 28 février 2017
- Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent déposer du 20 au 29 juillet 2016 et du

1er septembre au 30 octobre 2016 inclus au Secrétariat de l'IUFIC (situé à la ZAD, deux rues derrière le SIAO, troisième étage), un dossier de candidature adressé à Monsieur le Président de l'Université Ouaga II, comprenant :

- Une demande de candidature manuscrite timbrée à 200 f adressée au Président de l'Université Ouaga II ;
- Une photocopie légalisée des diplômes obtenus du Baccalauréat à la maîtrise ou au M1 ;
- Une photocopie légalisée des relevés de notes (y compris celui du baccalauréat) ;
- Un curriculum vitae ;
- Une lettre de motivation exprimant clairement les objectifs poursuivis par le candidat ;
- Une copie légalisée de CNIB ou passeport ou certificat de nationalité.
- Un protocole de recherche précisant clairement le thème indicatif de mémoire envisagé.

Les candidats présélectionnés sur dossier subiront un test écrit.

Pour cette rentrée académique, le recrutement se fera selon le processus et le calendrier suivants :

- Date limite de dépôt des dossiers : 30 octobre 2016.
- Présélection sur dossier : 07 novembre 2016.
- Entretien : 10 novembre 2016
- Résultats : 15 novembre 2016

Le calendrier académique est le suivant :

- Inscription administrative : 15 au 30 novembre 2016
- Inscriptions pédagogiques : 1er au 30 décembre 2016
- Début des cours : 11 janvier 2017
- Fin des cours : 31 juillet 2017
- Dépôt des mémoires : 30 octobre 2017
- Soutenance des mémoires : novembre 2017

NB : les cours et les évaluations se déroulent du lundi au vendredi de 17 heures à 21 heures, le samedi toute la journée et exceptionnellement le dimanche. Quelques missions d'enseignements, conférences et séminaires peuvent se tenir dans la journée. Dans ce cas, les auditeurs seront informés à l'avance afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires pour être présents.

Pour de plus amples informations, prendre contact avec le secrétariat de l'IUFIC au (00226) 25 40 94 04, Courriel : iufic@univ-ouaga2.bf

**Pour le Président en mission et par intérim,
Le Vice-président chargé des Enseignements
et des Innovations Pédagogiques**



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET
DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA II

PRESIDENCE

INSTITUT UNIVERSITAIRE
DE FORMATIONS INITIALE ET CONTINUE

Tél. : 25 40 94 04

N° 2016- /MESRSI/SG/UO2/P/IUFIC

BURKINA FASO

Unité – Progrès – Justice



APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement d'étudiants de la 2ème promotion en Master professionnel en Conseil Juridique d'Entreprises (M2)

Le Président de l'Université Ouaga II informe le public de l'ouverture de tests pour le recrutement de la 2ème promotion d'étudiants en Master professionnel en Conseil Juridique d'Entreprises, à l'Institut Universitaire de Formations Initiale et Continue (IUFIC), pour la rentrée universitaire 2016-2017.

Le Master professionnel en Conseil Juridique d'Entreprises a pour objectif de :

- Favoriser l'acquisition et l'approfondissement des bases fondamentales du droit des affaires et l'acquisition des méthodes de travail et d'un savoir faire technique qui soit de nature à permettre au futur juriste professionnel (avocat ou juriste d'entreprise) d'assurer lui-même l'actualisation et l'évolution de ses connaissances tout au long de sa vie professionnelle.
- Adapter les méthodes pédagogiques à chaque spécialité, centrées sur les méthodes de rédaction et d'argumentation (rédaction de clauses contractuelles, notes de synthèse, consultations juridiques, plaidoiries), la maîtrise des différents types de contentieux, la recherche documentaire.

- Préparer aux métiers de juriste d'entreprise ou de conseil en droit des affaires, avec une ambition : «améliorer la performance juridique de l'entreprise».

Modules de formation

La formation dispensée est en présentiel et en cours du soir.

Les enseignements sont assurés par des professeurs de rang magistral ou des spécialistes réputés, avec leurs assistants, et provenant aussi bien des universités que des milieux professionnels.

Conditions d'accès à la formation

Le Master professionnel en Conseil Juridique d'Entreprise est un diplôme juridique. L'étudiant doit être titulaire d'une maîtrise en droit de l'Université Ouaga II, de toute autre université, ou d'un titre jugé équivalent.

Une expérience professionnelle d'au moins deux ans dans une entreprise publique ou privée serait un atout.

Le nombre de places disponibles est de trente (30).

Coût de la formation

- Frais d'inscription : 50.000 f CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 250.000 f CFA pour les étudiants hors zone UEMOA.

- Frais de formation : 1.200.000 f CFA payables en deux tranches.
- 1ère tranche : 700.000 f CFA avant le 30 novembre 2016
- 2ème tranche : 500.000 f CFA au plus tard le 28 février 2017

Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent déposer du 20 au 29 juillet 2016 et du 1er septembre au 30 octobre 2016 inclus au Secrétariat de l'IUFIC (situé à la ZAD, deux rues derrière le SIAO, troisième étage), un dossier de candidature

adressé à Monsieur le Président de l'Université Ouaga II, comprenant :

- Une demande de candidature manuscrite timbrée à 200 f adressée au Président de l'Université Ouaga II ;
- Une photocopie légalisée des diplômes obtenus du Baccalauréat à la maîtrise ou au M1 ;
- Une photocopie légalisée des relevés de notes (y compris celui du baccalauréat) ;
- Un curriculum vitae ;
- Une lettre de motivation exprimant clairement les objectifs poursuivis par le candidat ;
- Une copie légalisée de CNIB ou passeport ou certificat de nationalité.
- Un protocole de recherche précisant clairement le thème indicatif du rapport envisagé.

Les candidats présélectionnés sur dossier subiront un test écrit.

Pour cette rentrée académique, le recrutement se fera selon le processus et le calendrier suivants :

- Date limite de dépôt des dossiers : 30 octobre 2016.
- Présélection sur dossier : 07 novembre 2016.
- Test : 10 novembre 2016
- Résultats : 15 novembre 2016

Le calendrier académique est le suivant :

- Inscription administrative : 15 au 30 novembre 2016
- Inscriptions pédagogiques : 1er au 30 décembre 2016
- Début des cours : 11 janvier 2017
- Fin des cours : 31 juillet 2017
- Dépôt des rapports : 30 octobre 2017
- Soutenance des rapports : novembre 2017

NB : les cours et les évaluations se déroulent du lundi au vendredi de 17 heures à 21 heures, le samedi toute la journée et exceptionnellement le dimanche. Quelques missions d'enseignements, conférences et séminaires peuvent se tenir dans la journée. Dans ce cas, les auditeurs seront informés à l'avance afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires pour être présents.

Pour de plus amples informations, prendre contact avec le secrétariat de l'IUFIC au (00226) 25 40 94 04, Courriel : iufic@univ-ouaga2.bf

**Pour le Président en mission et par intérim,
Le Vice-président chargé des Enseignements
et des Innovations Pédagogiques**

**Pr François de Charles OUEDRAOGO
Chevalier de l'Ordre des Palmes Académiques**



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



Master 2 «Droit et Politiques de l'environnement »

Master international de l'Université Senghor (Egypte) et de l'Université OUAGA II (Burkina Faso)

Le Président de l'Université OUAGA II et le Recteur de l'Université Senghor d'Alexandrie informent le public du recrutement de la troisième promotion d'étudiants du Master 2 « Droit et Politiques de l'Environnement » organisé à l'Institut Universitaire de Formations Initiale et Continue (IUFIC) de l'Université Ouaga II, Campus Senghor du Burkina.

Ce master 2, organisé en partenariat et en codiplomation par les deux universités, se veut pratique, opérationnel et vise à former des praticiens de haut niveau pour une meilleure mise en œuvre des politiques et des législations en matière d'environnement dans les pays africains.

Le programme est réservé aux titulaires d'un diplôme de maîtrise ou de master en droit ou science politique délivré par une institution reconnue (Etat, CAMES...).

Les candidats sont sélectionnés sur dossier à compléter sur internet à l'adresse suivante : <http://senghor.refer.org>. Ce dossier comprend : le formulaire de candidature, une lettre de motivation, les photocopies légalisées des diplômes (BAC+ 4 ou équivalent), un CV et le thème indicatif du mémoire.

Les candidats doivent s'inscrire sur la plateforme de candidature ouverte sur le site de l'université Senghor et déposer une copie physique de leur dossier au secrétariat de l'institut universitaire de formations initiale et continue (IUFIC) de l'Université Ouaga II.

• **Date limite de dépôt des candidatures : 30 septembre 2016**

• **Début de cours : 11 janvier 2017**

Le master est internationalement reconnu. Les cours sont assurés par un corps professoral international et organisés en unités d'enseignement. Le diplôme du Master est délivré par l'Université Senghor et l'Université de Ouaga II.

Coût de la formation : 1.700.000 F CFA

Modalité : le paiement peut s'effectuer en trois versements aux dates limites suivantes :

Date limite de paiement (1ère tranche : 700 000 FCFA) : 30 octobre 2016

Date limite de paiement (2ème : 500 000 F CFA) : 15 décembre 2016

Date limite de paiement (3ème : 500 000 F CFA) : 15 février 2017

Les étudiants admis doivent également s'acquitter des frais d'inscription réglementaires à l'Université Ouaga II, soit : 50 000 F CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 250 000 FCFA pour les ressortissants hors zone UEMOA, le 15 octobre 2016 au plus tard.

Pour tout renseignement complémentaire, contactez :

UNIVERSITE OUAGA II

IUFIC : (00226) 25 40 94 04

Renseignement : iufic@univ-ouaga2.bf

Coordonnateur : sbayala@univ-ouaga2.bf

Coordonnateur adjoint : ital@univ-ouaga2.bf

UNIVERSITE SENGHOR D'ALEXANDRIE

Rectorat

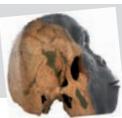
Tel (203) 48 43 504 ou 48 43 374

Fax : (203) 48 43 479

Courriel : info@usenghor-francophonie.org

Direction de la Décentralisation, des Campus Senghor et des Partenariats

jean-dominique.assie@usenghor-francophonie.org



Les Offres de bourses

BIN /SANS
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

CENTRE NATIONAL DE L'INFORMA-
TION,
DE L'ORIENTATION SCOLAIRE ET
PROFESSIONNELLE, ET DES BOURSES



Le Ministre

BURKINA FASO
Unité-progrès- justice

Ouagadougou, le 08 juillet 2016juillet 2016

N° 2016- 000677/MESRSI /SG/CIOSPB/
DBAF

A

Tout étudiant candidat à la bourse nationale de 2nd cycle en Afrique

Objet : Informations relatives aux bourses nationales de 2nd cycle

Il est porté à la connaissance des étudiants désireux d'entreprendre des études de 2nd cycle en Afrique que l'octroi de la bourse répond a des critères définis a l'article 45 du décret 2008-865/PRES /PM/ MESSRS /MEF/MFPRE/MJE du 30 décembre 2008 portant définition des divers régimes de bourses d'études au Burkina Faso et fixation des modalités de leur contingentement .

I. MODALITES ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les bourses de 2nd cycle sont attribuées, dans la limite du contingentement en cours, aux étudiants de nationalité burkinabè remplissant les conditions suivantes :

- Etre titulaire d'un BTS, d'un DTS, du diplôme d'ingénieur des travaux, d'un DUT ou d'une licence, avec au moins la mention « assez bien »,
- Avoir 26 ans au plus.

Les bourses sont attribuées au regard des besoins de développement du Burkina Faso.

Les filières et les lieux de formation retenus pour les bénéficiaires sont aussi fonction de ces priorités et de correspondent pas nécessairement aux souhaits manifestés. Les inscriptions obtenues indépendamment par des étudiants suite à leurs démarches personnelles n'entraînent pas l'octroi systématique de la bourse nationale.

II. COMPOSITION DU DOSSIER

Toute demande de bourse de 2nd cycle doit recueillir l'avis de l'université du postulant avant l'examen du dossier par la commission nationale des bourses d'études et des stages (CNBES)

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- Une demande manuscrite timbrée a 200f CFA (timbre fiscal) adressée a monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'innovation. Cette demande doit porter sur sa troisième page, les avis des supérieurs hiérarchiques (Chef de département, Directeur d'UFR , d'Institut ou d'Ecole, Président d'Université) du postulant et la décision du Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation sur

la quatrième page ;

- Un extrait d'acte de naissance
- Un certificat de nationalité burkinabè
- Les copies légalisées des diplômes (ou attestation des diplômes) :
- Du baccalauréat, du DUT/DTS /BTS, de la licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux ;
- Des relevés de notes des deux (02) OU trois à (03) dernières années d'études ;
- Un curriculum vitae
- Une attestation de préinscription et un document indiquant les coûts de la formation sollicitée ;
- Une lettre de motivation

IL est rappelé aux candidats que les établissements privés ne sont pas éligibles aux bourses nationales.

En raison des difficultés d'inscription et du faible quota de bourses allouées, ne seront pris en compte pour la compétition que les candidats remplissant les conditions et disposant du diplôme de DUT/ DTS BTS, de licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux au moment des travaux de la commission nationale des bourses d'études et de stages (CNBES)

Les Candidats déjà titulaires de la maitrise ne sont pas éligibles à la bourse nationale de second cycle.

La date limite de réception des dossiers de candidatures au Centre National de l'Information, de l'Orientation Scolaire et Professionnelle, et des Bourses (CIOSPB) est fixée au vendredi 25 novembre 2016.

P/Le Ministre et par délégation, le
Le Secrétaire général
Pr Tanga Pierre ZOUNGRANA
Chevalier de l'Ordre national



Les Offres de bourses

BIN /SANS
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION,
DE L'ORIENTATION SCOLAIRE ET PROFES-
SIONNELLE, ET DES BOURSES

BURKINA FASO
Unité-progrès- justice



Le Ministre

Ouagadougou, le 08 juillet 2016juillet 2016

N° 2016-000678-MESRSI/SG/CIOSPB/DBAF

A

Tout étudiant candidat à la bourse nationale de 3e cycle en Afrique

Objet : informations relatives aux bourses
nationales de 3e cycle

Il est porté à la connaissance des étudiants désireux d'entreprendre des études de 3e Cycle en Afrique que l'octroi de la bourse répond a des critères définis à l'article 45 du décret 2008-865/PRES /PM/MESSRS/MEF/MF-PRE/MJE du 30decembre 2008 portant définition des divers régimes de bourses d'études au Burkina Faso et fixation des modalités de leur contingentement.

I. MODALITES ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les bourses de 3e cycle sont attribuées, dans les limites du contingentement en cours, aux étudiants de nationalité burkinabè remplissant les conditions suivantes :

- Etre titulaire d'une maîtrise ou son équivalent avec au moins la mention « assez bien » pour les étudiants relevant de l'ancien système ou d'un master il de recherche ou son équivalent avec au moins la mention « assez bien » pour les étudiants s relevant du système LMD ;
- Avoir 28 ans au plus

Les bourses sont attribuées au regard des besoins de développement du Burkina Faso.

Les filières et les lieux de formation retenus pour les bénéficiaires sont aussi fonction de ces priorités et ne correspondent pas nécessairement aux souhaits manifestés. Les inscriptions obtenues indépendamment par des étudiants suite à leurs démarches personnelles n'entraiment pas l'octroi systématique de la bourse nationale.

II. COMPOSITION DU DOSSIER

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- Une demande manuscrite timbre a 200F CFA timbre fiscal adressée à Monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'innovation.
- Un extrait d'acte de naissance ;
- Un certificat de nationalité burkinabè ;

- Les copies légalisées des diplômes (ou attestations des diplômes) de la maîtrise ou du master II ou son équivalent ;
- Les relevés de notes des deux dernières années d'études ;
- Un curriculum vitae
- Un thème et un protocole de recherche bien définis de deux (02) Pages minimum à cinq (05) cinq pages maximum ;
- Une attestation de préinscription et un document indiquant les coûts de la formation sollicitée ;
- Une lettre de recommandation pour les postulants ayant effectué leurs études de 1er ou de 2nd cycle en dehors du Burkina Faso ;
- Une lettre de motivation ;

Les candidats titulaires d'un master professionnel, d'un DESS ou d'un diplôme d'ingénieur de conception ne sont pas éligibles à la bourse nationale de 3e cycle.

Il est de rappelé aux candidats que les établissements privés ne sont pas éligibles aux bourses nationales.

En raison des difficultés d'inscription et du faible quota de bourses allouées, ne seront pris en compte pour la complétion que les candidats remplissant les conditions et disposant de la maîtrise ou du master II de recherche ou son équivalent au moment des travaux de la commission nationale des bourses d'études et de stages (CNBES).

La date limite de réception des dossiers de candidatures au Centre National de l'Information, de l'Orientation Scolaire et Professionnelle, et des Bourses (CIOSPB) est fixée au vendredi 25 novembre 2016

**P/Le Ministre et par délégation, le
Le Secrétaire général
Pr Tanga Pierre ZOUNGRANA**



Annonces

Sciences-Campus Info

Quotidien numérique

Actualité générale et spécifique

Téléchargeable 7/7 jours; du lundi au dimanche.

Science - Université - Education - Politique - Société - Economie

- L'actualité générale en continue des 45 provinces du Burkina
- L'actualité des Centres de recherche
- L'actualité des campus et universités
- L'actualité sur la santé et le bien être
- L'actualité au quotidien de chaque département ministériel
- L'actualité internationale

Abonnement gratuit

Vous téléchargez le quotidien chaque jour
sur le site du lundi au dimanche
www.sciences-campus.info

Abonnement VIP

Vous recevez le quotidien dans votre boîte e-mail
du lundi au dimanche
12 000 FCFA/ an

VIP

*Abonnez vous et obtenez le premium
du lundi au Dimanche*

A remplir et renvoyer au siège ou par e-mail

Nom:.....

E-mail:.....

Téléphone:.....

12 000 FCFA /an à payer par chèque, en espèces au siège, par Airtel Money ou sur le
Compte ECOBANK n°0010-281732300602 SWIFT: ECOCBFBF

www.sciences-campus.info
Messagerie: ac@sc-mail.info / contact@sciences-campus.info
Tél: + 226 25 37 36 39/ 76 60 97 21 / 72 08 03 03
Adresse postale: 02BP 5805 Ouagadougou 02
Avenue des Tensoaba